

SOLIDAIRES ET INTERNACIONALISTES, CONTRE L'EXTRÊME DROITE NATIONALISTE ET XÉNOPHOBES

Le socle idéologique du Rassemblement national et de toute l'extrême droite sont le nationalisme, le racisme (voir le 4 pages « Racisé-es et étrangè-res ») et le patriarcat (voir le 4 pages « Femmes et minorités de genre »). Le RN a un projet fondamentalement nationaliste et xénophobe qui s'oppose à notre syndicalisme de transformation sociale et internationaliste. Le Rassemblement national et plus largement

les partis d'extrême droite sont nos ennemis. Ils mènent des politiques réactionnaires, racistes, xénophobes et en faveur du patronat, mais aussi du colonialisme. Les personnes racisées sont rendues coupables de tous les maux, et les solutions sont toujours recherchées du côté de l'ultralibéralisme. Partout dans le monde où ils sont arrivés au pouvoir, les droits des travailleurs et travailleuses, des femmes, des minorités de genres, des personnes racisées et des populations autochtones ont reculé, les violences contre les immigré-es et les personnes LGBTQI+ ont augmenté. Partout l'extrême droite est un danger mortel pour le monde du travail.



➔ L'extrême droite au pouvoir dans le monde

Voici quelques exemples des politiques menées dans des pays dans lesquels l'extrême droite est arrivée au pouvoir. La liste n'est pas exhaustive... il y a malheureusement de nombreux autres exemples.



ARGENTINE, MILEI DEPUIS OCTOBRE 2023

En Argentine, le gouvernement de Milei a restreint le droit démocratique de manifestation

en assimilant les manifestations publiques à des délits et en autorisant les forces de sécurité à réprimer toute protestation. Il a mené des activités de renseignement sur les organisations du mouvement social, avec le plus grand mépris des principes démocratiques. À peine en place, il a réformé le droit du travail pour permettre l'ubérisation de l'emploi, et supprimé les sanctions pour les sociétés qui emploient des personnes sans contrat ! 6 mois après son arrivée au pouvoir, l'extrême droite a supprimé le Ministère des femmes, des

genres et des diversités et le secrétariat contre la violence de genre. Le gouvernement Milei entretient d'excellents rapports avec le gouvernement israélien d'extrême droite de Netanyahu.



BRÉSIL, BOLSONARO, 2019-2023

Au Brésil, le président Bolsonaro s'est attaqué très rapidement aux droits des travailleurs et des travailleuses mais aussi aux libertés de l'ensemble de la population, à commencer par les minorités de genre et les populations indigènes. Suppression de la revalorisation automatique du salaire minimum, ouverture

du port d'armes à plusieurs professions, réduction des fonds publics à l'éducation, attaques contre les filières de sciences sociales et développement des écoles militaires, accaparement des terres des communautés autochtones par les industries agro-alimentaires, le président d'extrême droite a mené une politique d'austérité à coup de privatisations d'entreprises publiques et de réformes anti-sociales. Comme le Réseau syndical de solidarité et de luttes l'a dénoncé, « c'est une politique qui profite aux banques, aux entreprises et aux grands propriétaires terriens et qui entraîne la pauvreté et la faim pour la classe ouvrière. » Le gouvernement Bolsonaro entretenait d'excellents rapports avec le gouvernement israélien de Netanyahu.

Union
syndicale

Solidaires



ÉTATS-UNIS, TRUMP, 2017-2021

Aux États-Unis, le président Trump a baissé l'impôt sur les sociétés, et les inégalités se sont accrues, augmentant considérablement le déficit de la dette des États-Unis. Dans le même temps, l'assurance maladie et les législations environnementales ont fortement été altérées. Parmi ses autres « exploits », la construction d'un mur le long de la frontière avec le Mexique et d'incessantes atteintes à l'ordre institutionnel, à l'autorité de la justice et au processus électoral. Il s'est illustré également dans une très forte répression du mouvement Black Lives Matter suite à l'assassinat par la police de Georges Floyd, assassin qu'il a ouvertement soutenu. Sans compter son rôle d'incitation dans l'invasion du Capitole du 6 janvier 2021 où l'extrême droite américaine a tenté de prendre le pouvoir par la force. Le gouvernement

Trump entretenait également de bons rapports avec Poutine, d'excellents rapports avec le gouvernement israélien de Netanyahu, et il a « reconnu » Jérusalem comme capitale d'Israël, contre le droit international.



INDE, MODI, DEPUIS 2014

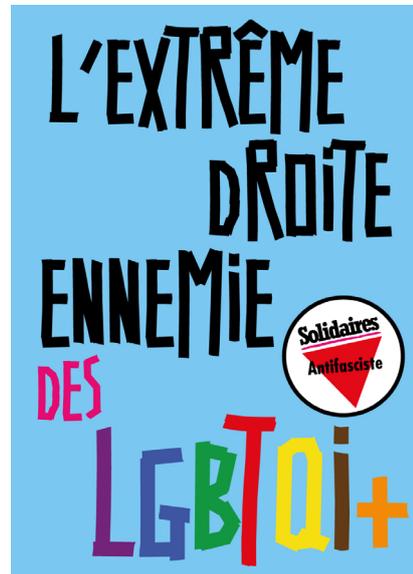
En Inde, Narendra Modi gère les émeutes populaires avec une grande brutalité. Son gouvernement réduit certaines dépenses sociales, et met progressivement en place un régime autoritaire, où militant-es et journalistes sont jeté-es en prison pour des prétextes fallacieux. Son positionnement politique est régulièrement qualifié de national-populiste, anti-musulman et xénophobe, ayant pour but de « purger les musulman-es des zones hindoues ». Le nombre de crimes de haine contre les minorités musulmanes et chrétiennes a augmenté

de 300 % depuis l'arrivée de Modi au pouvoir. De plus, ses résultats en matière d'indices de santé, de pauvreté et d'éducation sont exécrables. Le gouvernement Modi entretient d'excellents rapports avec le gouvernement israélien de Netanyahu.



RUSSIE, POUTINE, DEPUIS 1999

Poutine, au pouvoir depuis 1999 (alternativement président du gouvernement et de la fédération de Russie), a concentré les pouvoirs, mettant en place un gouvernement autoritaire. Répression et assassinats des opposant-es, restriction des libertés publiques, suppression des médias et organismes indépendants n'ont cessé de s'aggraver. Depuis 2013, un texte de loi interdit « l'information auprès des mineurs au sujet des relations sexuelles non



traditionnelles ». S'inspirant du régime dictatorial violemment homophobe de Ramzan Kadyrov qu'il a lui-même mis en place en Tchétchénie, en 2023, les transitions de genre deviennent illégales et les mouvements LGBTQIA+ sont considérés comme extrémistes. En 2014, il annexe la Crimée qui appartenait à l'Ukraine et en 2022 il lance la guerre contre l'Ukraine dans l'objectif de la coloniser. La Russie a aussi soutenu le régime sanguinaire de Bachar el-Assad en Syrie.

➔ Dans l'Union Européenne aussi



GIORGIA MELONI, DEPUIS 2022 EN ITALIE

En Italie, le gouvernement de Giorgia Meloni, au pouvoir depuis 2022, a réduit les prestations sociales, s'est

opposé à l'accueil des bateaux de migrant-es en Méditerranée, et revient sur les droits des familles homo-parentales. Ce gouvernement réprime violemment les étudiant-es et attaque la liberté de manifestation et la liberté d'expression (projet de réforme sur la liberté pédagogique pour interdire aux enseignant-es de

critiquer le ministère). Sous couvert de décentralisation, il projette également une division de l'Italie en 20 régions « autonomes », qui accentueraient les écarts de salaires entre les régions du nord et du sud du pays et détruirait un peu plus le service public. Les droits des femmes sont attaqués, en commençant par l'accès à l'IVG. Bien qu'héritier du fascisme antisémite italien, le gouvernement Meloni entretient d'excellents rapports avec le gouvernement israélien de Netanyahu.

sur le contrôle des médias et la liberté de la presse est encadrée. Dans le cadre de l'adoption d'une nouvelle constitution, l'article qui précisait « un salaire égal pour un travail égal » est supprimé et le droit de grève fortement restreint. En 2021 une loi interdisait « la promotion et la représentation de l'homosexualité et du changement de genre » et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU a fait état de sa vive inquiétude concernant les droits reproductifs dans le pays. Bien qu'étant un antisémite notoire, le gouvernement d'Orban entretient d'excellents rapports avec le gouvernement israélien de Netanyahu.



VIKTOR ORBAN, DEPUIS 2010 EN HONGRIE

La Hongrie de Viktor Orban adopte une loi



➔ Le rassemblement national : quelle politique internationale ?

UN PROJET NATIONALISTE ET XÉNOPHOBÉ

Le projet du RN est foncièrement nationaliste et xénophobe : il met en avant la question de la « préférence nationale ». C'est un projet politique d'État raciste qui systématisera par la loi l'exclusion dans l'accès aux droits des personnes en fonction de leur nationalité, de leur religion, ou de leur origine. La préférence nationale c'est la légalisation généralisée des discriminations racistes.

➔ **Jordan Bardella confirme que les « postes stratégiques » seront refusés aux binationaux s'il est désigné Premier ministre.**

Par ailleurs, le RN criminalise les migrant-es et s'emploiera à expulser étranger-es et à fermer encore plus les frontières.

➔ **Le Rassemblement national (RN) qualifie de « submersion migratoire » qui menacerait « nos valeurs de civilisation », sa tête de liste, Jordan Bardella, avance une solution : une « double frontière », aux niveaux européen et français.**

LE REJET DU DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Le Rassemblement national a déposé à l'Assemblée nationale, le 25 janvier 2024, une proposition de loi constitutionnelle visant à faire prévaloir la loi française sur le droit européen — ce qui constituerait un véritable « Frexit » juridique.

Cette inversion de la norme consisterait à faire passer la loi française devant tous les textes de droit international : l'objectif du RN est clair : refuser de respecter le droit international, en particulier en ce qui concerne les droits humains, sociaux et environnementaux. La Cour européenne des droits humains est à ce titre une cible du RN. Entre protectionnisme et nationalisme, ce projet de repli sur soi est particulièrement dangereux et va à l'encontre des solidarités internationales.

UNE VISION COLONIALE DU MONDE

1. Le RN a l'intention de poursuivre la politique colonialiste et néocolonialiste actuelle, comme en Françafrique, mais aussi en Kanaky/Nouvelle-Calédonie où elle a des alliances avec les loyalistes contre l'indépendance de la Kanaky, négociée depuis des décennies.



➔ **Kanaky/Nouvelle-Calédonie : Marine Le Pen promeut « un accord global, institutionnel et économique, avec une nouvelle consultation dans quarante ans ».**

➔ **Palestine : « Reconnaître l'existence d'un État palestinien, au moment où nous parlons, ce serait légitimer le Hamas », a précisé Jordan Bardella, le 29 mai.**



2. De même, le soutien du RN à l'État colonial israélien a trois motivations essentielles :

- son hostilité aux Arabes et musulman-es, inscrite dans

le cadre de la « guerre de civilisation » contre l'islam,

- continuer à soutenir l'idée que les Juifs et Juives demeurent étrangers par essence et que leur pays est Israël, ce qui va bien avec l'idée raciste du « chacun chez soi »,
- l'État d'Israël est un modèle d'État ethno-nationaliste dont le régime d'apartheid séduit le RN, encore plus aujourd'hui qu'il est dirigé par un gouvernement d'extrême droite.

3. Enfin, la fascination et les liens troubles du RN avec des États autoritaires, dont la Russie de Poutine, notamment sur des campagnes de financement mais aussi sur des projets sécuritaires et d'alliance stratégique sont également très inquiétants, en particulier dans le contexte de la guerre en Ukraine.

➔ **Dans le programme du RN pour l'élection présidentielle de 2022, il est toujours recherché « une alliance avec la Russie sur certains sujets de fond », comme « la sécurité européenne qui ne peut exister sans elle ».**



→ La résistance s'organise

Dans les organisations syndicales de tous les pays où l'extrême droite est arrivée au pouvoir, dans les mouvements sociaux, nos camarades ont mené et mènent encore des luttes d'ampleur, des mobilisations autour de

grèves générales pour tenter de contrer ces réformes. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, dont Solidaires est partie prenante, relaie régulièrement les appels à mobilisations, et organise des rencontres

pour permettre des échanges entre syndicalistes de tous les continents sur ces questions.

Depuis mars 2013, l'Union Syndicale Solidaires lutte pour la solidarité internationale au sein du RSISL (Réseau Syndical International de Solidarités et de Luttes). Nous nous employons à renforcer le syndicalisme anticapitaliste, autogestionnaire, démocratique, environnemental, indépendant des patrons et des gouvernements, et internationaliste, qui combat toutes les formes d'oppression : le machisme, le racisme,

l'homophobie, la xénophobie, en opposition fondamentale avec le programme de l'extrême droite.

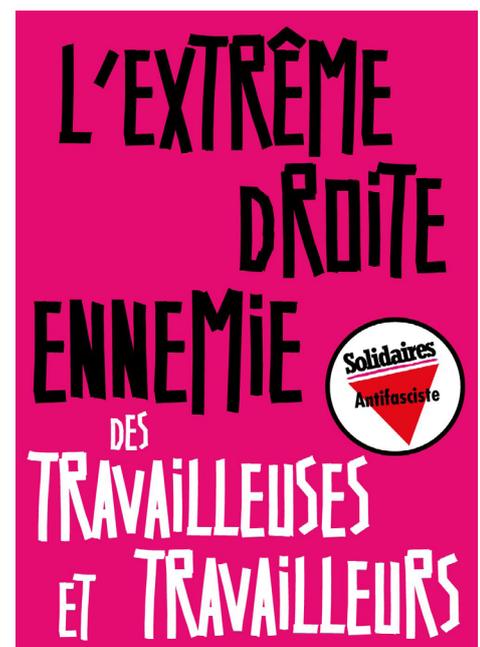
À Solidaires, notre syndicalisme est internationaliste, si nous soutenons les travailleurs et les travailleuses du monde entier dans leurs luttes contre l'extrême droite, ces expériences nous alertent et doivent faire prendre conscience collectivement de l'urgence, en France, de faire barrage à l'extrême droite dans quelques jours, mais plus généralement toute l'année, sur nos lieux de travail et dans nos vies.



→ Notre projet de transformation sociale et nos revendications

Pour protéger nos droits et conquies sociaux, contre le nationalisme et la xénophobie, l'Union syndicale Solidaires appelle à combattre l'extrême droite et ses idées, partout et tout le temps.

C'est en amplifiant nos luttes internationalistes, antiracistes et anticoloniales, en imposant nos revendications pour l'égalité, la liberté et l'émancipation de toutes et tous dans le monde, sur nos lieux de travail, d'étude et dans la rue que nous ferons reculer l'extrême droite et ses idées. Partout, l'extrême droite est un poison mortel, elle est l'ennemie des travailleurs et travailleuses !



Union
syndicale
Solidaires

 @UnionSolidaires
 @UnionSolidaires
 @union_solidaires
 @unionsolidaires@syndicat.solidaires.org
 <https://t.me/solidaires>
 @syndicat.solidaires